



HAL
open science

**Les débats suédois sur la centrale finlandaise de
Pyhäjoki : une géopolitique critique de l'énergie en
Baltique**
Teva Meyer

► **To cite this version:**

Teva Meyer. Les débats suédois sur la centrale finlandaise de Pyhäjoki : une géopolitique critique de l'énergie en Baltique. *M@ppemonde*, 2020, 129, 10.4000/mappemonde.4748 . hal-03027102

HAL Id: hal-03027102

<https://hal.science/hal-03027102>

Submitted on 22 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les débats suédois sur la centrale finlandaise de Pyhäjoki : une géopolitique critique de l'énergie en Baltique

Swedish debates over the Finnish Pyhäjoki nuclear plants: critical geopolitics concerning energy in the Baltics

Una geopolítica crítica sobre la energía en el Báltico : el debate sueco sobre la central finlandesa de Pyhäjoki

Teva Meyer

NOTE DE L'AUTEUR

Cet article est tiré d'une communication présentée en 2018 à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire dans le cadre du séminaire « Les risques nucléaires dans l'Espace baltique ».

Introduction

Énergie et représentations de la Baltique comme lieu géopolitique

- 1 L'augmentation des tensions dans la Baltique depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a entraîné un regain d'intérêt médiatique et politique en France pour cet espace, comme en témoigne la publication en janvier 2019 par le ministère des Armées de la première plaquette entièrement dédiée à cette région (DGRIS, 2019), le financement par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense d'une thèse sur le projet *Nord Stream 2*, ou encore l'organisation

d'un colloque conjoint entre l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire et le Collège de défense de l'OTAN sur la région. L'espace baltique apparaît ici comme le support de représentations géopolitiques concurrentes, tantôt « l'une des régions les plus militarisées de la planète » (France Culture, 2017) ou au contraire « interfaces » (Escach et Serry, 2015), théâtre d'une « nouvelle Guerre froide » (Filler, 2017) ou bien aire de « coopérations accrues » (Montel, 2017). Les infrastructures des systèmes énergétiques prennent un rôle singulier dans cette construction de la Baltique comme nouveau lieu géopolitique signifiant dans les relations internationales. Les gazoducs *Nord Stream 1* et *2* reliant les gisements russes à l'Allemagne via la mer Baltique ont alimenté une vaste littérature grise et académique soulignant les divisions au sein de l'Europe au sujet des relations avec la Russie (Goldthau, 2016 ; Vihma et Wiggel, 2016). La synchronisation du réseau électrique des États baltes avec le réseau européen a été interprétée comme un prérequis pour y diminuer l'influence russe (Nies, 2014). Dans un autre registre, le développement d'écoquartier et de la production d'énergie verte entretiennent l'image de la Baltique comme espace d'innovation et de modernité (Witosket et Midttun, 2018). Il convient alors de s'interroger sur les processus de construction de ces multiples discours géopolitiques qui, au travers de l'énergie, sont portés sur la Baltique.

- 2 Bien moins étudiée que les énergies renouvelables ou les hydrocarbures, l'énergie nucléaire connaît un développement singulier dans l'espace baltique au regard de son évolution dans le reste du continent. Tandis que le programme nucléaire danois ne s'est jamais concrétisé (Kajiser et Meyer, 2018), que les plans de centrale commune des trois pays baltes restent lettre morte (Mažylis et Jurgelionytė, 2012) et que l'Allemagne a décidé d'accélérer sa sortie du nucléaire à la suite de l'accident de Fukushima en 2011, les stratégies des autres pays riverains sont bien plus favorables à l'atome. Trente années après son introduction, la Suède a abrogé en 2011 le moratoire qui interdisait toute construction de nouvelles centrales dans le pays, ouvrant la voie à un potentiel remplacement de ses réacteurs, une décision qui n'a pas été remise en question en dépit de la prise de pouvoir en 2014 d'une coalition entre les sociodémocrates et les écologistes (Meyer, 2018). En Finlande, en plus de l'ouverture prochaine d'un nouveau réacteur à Olkiluoto, le gouvernement ambitionne de porter la part du nucléaire dans le mix électrique national de 30 % à 60 % en remplacement du charbon et de la tourbe (Ylönen *et al.*, 2017). Alors qu'il ne dispose d'aucune centrale, le gouvernement polonais espère ouvrir son premier réacteur d'ici à 2033 (Wagner *et al.*, 2016). Enfin, si le nucléaire ne représente qu'une part minoritaire (18,4 %) de sa production électrique, le gouvernement russe envisage d'augmenter la part du nucléaire à 45 % de la production électrique en 2050 et à 70 % en 2100 (Oxenstierna, 2014). Parmi les multiples projets d'infrastructures nucléaires en Baltique, celui de la centrale de Pyhäjoki en Finlande, aussi connue sous le nom d'Hanhikivi-1, a condensé les discours contradictoires sur l'énergie qui participent à construire les représentations géopolitiques de la région.
- 3 Fondée en 2007 par l'énergéticien allemand *E.ON* et par *Voimaosakeyhtiö SF* (un consortium d'industries, d'entreprises communales et de sociétés de trading), la joint-venture *Fennovoima* a sélectionné en 2011 la commune de Pyhäjoki sur les côtes finlandaises du golfe de Botnie pour y construire la troisième centrale du pays (**figure 1**). À la suite de son désinvestissement en 2014, les parts d'*E.ON*, représentant 34 % de la joint-venture, ont été rachetées par le conglomérat russe *Rosatom* qui est également responsable de la fourniture et de la construction du réacteur. Situé à environ 150 km

du littoral du Norrland suédois, le projet de Pyhäjoki entraîne de vives critiques en Suède, portées non seulement par des inquiétudes environnementales, mais aussi par des enjeux sécuritaires.

Une géopolitique critique des infrastructures : méthodes et données

- 4 Dans cet article, nous émettons l'hypothèse qu'une attention particulière portée aux contestations soulevées par la centrale de Pyhäjoki peut non seulement nous renseigner sur les discours concurrents qui s'affrontent en Suède concernant l'énergie en Baltique, mais aussi plus largement sur la construction des représentations géopolitiques contradictoires de cet espace.
- 5 Cette approche répond à l'appel pour une rematérialisation dans les études de géopolitique critique (Squire, 2015). La géopolitique critique cherche à « déconstruire les stéréotypes et conceptions [...] qui créent nos perceptions des lieux et des drames qui s'y déroulent » (Ó Tuathail, 1999). Considérant que toute conceptualisation des relations internationales est « informée ou guidée par des imaginaires géographiques » (Dodds, 2001) et « cadrée par la géographie politique, sociale et physique » (Ó Tuathail et Dalby, 1998), la géopolitique critique s'interroge autant sur la teneur de ces représentations que sur les conditions de possibilité de leur émergence (Ó Tuathail et Dalby, 1996). Loin de privilégier exclusivement une approche étatique, la géopolitique critique invite à intégrer la multiplicité des acteurs capables de créer ces imaginaires : ONG, entreprises, syndicats, etc. (Dodds et Sidaway, 2014 ; Dahlman et Brunn, 2003). Rematérialiser la géopolitique critique demande alors de développer une recherche « moins dominée par les représentations et plus sensible aux pratiques incarnées » (Dittmer et Sharp, 2014). L'approche par l'analyse des projets d'infrastructures, dont la durabilité « matérialise [...] des programmes politiques » (Jarrige *et al.*, 2018), correspond à cette préoccupation.
- 6 Cet article propose d'étudier les débats portés en Suède sur la centrale de Pyhäjoki. Il repose sur un protocole de collecte de données en trois temps. Après avoir réalisé une étude documentaire de la littérature grise produite sur ce projet, nous avons dépouillé un corpus de journaux suédois. La recherche a été circonscrite aux quatre quotidiens nationaux (*Aftonbladet*, *Expressen*, *Svenska Dagbladet* et *Dagens Nyheter*) ainsi qu'à sept titres de la presse régionale du nord de la Suède (*Norrländska Socialdemokraten*, *Piteå-Tidningen*, *Haparandabladet*, *Norrbottnens-Kuriren*, *Västerbottnens Folkblad*, *Västerbottnens-Kuriren* et *Örnsköldsviks Allehanda*) de 2010 à 2016. Les bornes chronologiques ont été arrêtées pour deux raisons. D'une part, il s'agissait de trouver une date de disponibilité des articles commune à l'ensemble des journaux analysés. De l'autre, l'autorisation de principe donnée pour la construction dans la commune de Pyhäjoki fixe les débats dans un lieu. Le corpus a été élaboré en appliquant une recherche par mots-clés sur les sites des journaux enquêtés ainsi que dans les bases de données *ArtikelSök* et *MediaRetriever*, permettant d'extraire au total 246 articles¹. Le corpus de texte ainsi constitué a été traité et codé qualitativement en utilisant le logiciel *Atlas.ti* afin d'identifier et de regrouper les représentations spatiales attachées à la présence de la centrale.
- 7 Dans un troisième temps, nous avons réalisé 21 entretiens semi-directifs à Stockholm et dans le Norrland, lors d'un séjour de février à mai 2016, avec des acteurs de la sphère associative (n=7), politique (n=10) et économique (n=4) identifiés lors de l'analyse du corpus de presse. L'intérêt médiatique et académique pour le supposé « modèle

écologique nordique » a indubitablement fait de l'analyse des politiques énergétiques suédoises le symbole des « over-researched places » (Neal *et al.*, 2016), entraînant une forme de fatigue de l'entretien de la part des acteurs. Ainsi, 59 % de nos demandes d'entretien ont été refusées, expliquant leur faible nombre final.

- 8 Nos recherches font apparaître trois principaux registres de discours autour de Pyhäjoki, véhiculant trois représentations géographiques et géopolitiques différentes de la Baltique. Ici, nous entendons le terme de représentation comme « création sociale ou individuelle de schémas pertinents du réel » (Bailly, 1995) qui constitue un ensemble évolutif d'idées ou d'opinion à l'égard d'une situation ou de « conceptions de l'espace, floues ou précises, déformées ou exactes » (Lacoste, 1992). Les résultats montrent l'existence de discours convoquant des représentations contradictoires de la Baltique, à la fois image d'un environnement en danger, support d'une nouvelle guerre froide et interface entre l'Est et l'Ouest.

Pyhäjoki et l'image d'un environnement baltique en danger

- 9 L'étude du corpus d'article montre la présence dans 48 des 246 articles de la représentation d'un environnement baltique spécifiquement mis en danger, un élément trouvant écho dans les entretiens.

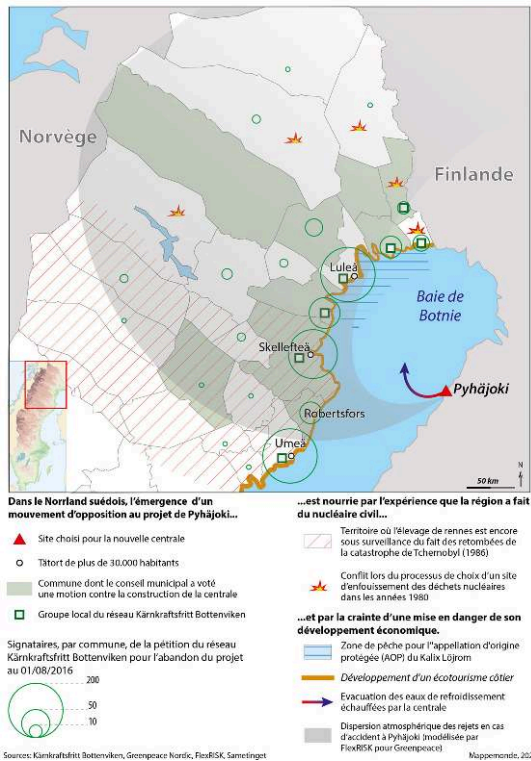
L'opposition au projet de Pyhäjoki dans le Norrland suédois

- 10 Le 30 octobre 2011, un premier groupe de militants antinucléaires suédois se réunissait à Kalix dans le comté du Norrbotten, posant les bases du principal mouvement d'opposition au projet finlandais en Suède, le « *Nätverket Kärnkraftsfritt Bottenviken* » (NKB – le réseau pour une baie de Botnie sans nucléaire). Jusqu'alors, et à l'inverse de l'Allemagne ou de la France, le mouvement antinucléaire suédois ne comptait aucune association d'opposition d'impulsion locale, ni auprès des trois centrales nucléaires du pays (Oskarshamn, Varberg et Östhammar) ni dans les communes historiques de l'industrie électronucléaire (Västerås et Nyköping). Depuis la fin des années 1970, c'est le « *Folkkampanjen mot Kärnkraft* » (Campagne populaire contre le nucléaire), association nationale subdivisée en 25 groupes locaux, qui anime l'antinuclearisme. NKB, mouvement d'initiative locale, rompt avec cette dynamique. Le réseau rassemble de manière informelle tant des particuliers que des associations. Y participent également les groupes locaux des principales associations environnementalistes suédoises, le « *Naturskyddsföreningen* » (la société suédoise pour la conservation de la nature) et les « *Jordens Vänner* » (les amis de la terre), ainsi que le « *MILKAS* » (mouvement national contre les déchets nucléaires) et « *Folkkampanjen mot Kärnkraft* ». L'adhésion au réseau reste déclarative, reposant sur l'envoi d'un mail au groupe local le plus proche. La géolocalisation des signataires de la pétition lancée en 2014 par NKB permet de tracer une géographie de l'opposition (**figure 1**). Alors que les trois métropoles côtières du Norrland, Umeå, Luleå et Skellefteå regroupent le plus de signatures, en valeurs proportionnelles, c'est la petite municipalité de Robertsfors (située juste au nord d'Umeå) avec 0,5 % des habitants signataires qui arrive première devant Luleå avec 0,2 %.

Mémoire et vécu du nucléaire : un discours du stigmaté

- 11 Si aucune centrale nucléaire, aucun site industriel de la filière et aucune mine d'uranium ne se trouve au Norrbotten ou au Västerbotten, ces territoires ont une expérience de l'énergie atomique agissant aujourd'hui comme un élément mobilisateur contre Pyhäjoki.
- 12 Les recherches débutées en 1977 pour la construction d'un site d'enfouissement des déchets nucléaires en Suède ont identifié quatorze communes dont la géologie paraissait compatible, parmi lesquelles sept se trouvaient dans les comtés du Västerbotten et du Norrbotten. Peu peuplé, le Norrland semblait idéal pour le stockage des combustibles usés. Les premiers forages exploratoires réalisés en 1983 ont soulevé une opposition locale forte obligeant l'arrêt des recherches en 1985. L'héritage de ces événements est double. Premièrement, cette lutte a permis la constitution d'un réseau militant local aujourd'hui réactivé. Deuxièmement, le mouvement des années 1980 est une référence historique mobilisée dans le discours de NKB afin de fédérer les militants autour d'un succès antinucléaire local.
- « On l'a fait une fois, on le refera. [...] L'industrie atomique n'a pas sa place dans le nord, c'est un fait, c'est historique [...] Les velléités d'essais nucléaires en Norrland, les déchets nucléaires, on a tout fait disparaître, Pyhäjoki aussi. »²³
- 13 Plus directement, le discours des militants opposés à Pyhäjoki fait référence constante à un espace baltique portant les stigmates de l'industrie nucléaire au travers des retombées de la catastrophe de Tchernobyl et des essais nucléaires soviétiques. Alors qu'on dénombre 4 600 propriétaires de rennes en Suède dont 85 % vivent dans le Norrbotten (SCB, 2017), l'accident de Tchernobyl a durablement touché la vie des éleveurs sames (Stephens, 1997). En hiver, les rennes se nourrissent de lichen, un organisme dépourvu de racines qui capte ses nutriments dans les airs, assimilant les radionucléides piégés dans les précipitations. Si l'on trouve dès 1961 des traces de césium 137 dans les troupeaux, conséquences directes des essais nucléaires en Nouvelle-Zemble, le passage du nuage de Tchernobyl sur la Baltique a forcé la destruction de 80 % de la viande de rennes en 1986 (Stephens, 1997). Alors que la radioactivité a rapidement décliné durant les premières années, elle s'est aujourd'hui stabilisée et 16 des 56 régions d'élevages en Suède sont toujours suivies par l'État et soumises à des mesures de conservation (**figure 1**). Approximativement 5 % des animaux reçoivent une alimentation propre pendant six à neuf semaines avant l'abattage et une partie du cheptel est abattue avant le passage aux pâturages hivernaux afin de limiter la consommation de lichen. Les opposants suédois à Pyhäjoki mobilisent l'image d'une Baltique déjà lourdement impactée par l'industrie, prenant l'élevage des rennes comme exemple et n'hésitant pas à convoquer l'imagerie same lors des rassemblements.
- « La Baltique, c'est déjà une mer radioactive. Le nord, c'est déjà un territoire sacrifié pour le nucléaire. Les centrales soviétiques, les essais soviétiques, les accidents nucléaires, les déchets balancés en mer, c'est la réalité de la Baltique. »⁴

Figure 1. L'opposition suédoise à la centrale nucléaire de Pyhäjoki, synthèse du discours environmentaliste



Pyhäjoki comme obstacle à l'écodéveloppement en Baltique.

Teva Meyer

- 14 Depuis le début des années 2000, les autorités du Norrland, communes et comtés, déploient une stratégie économique centrée sur la promotion de la région comme destination touristique. La construction de la centrale de Pyhäjoki est perçue comme un obstacle à ce développement. La critique porte d'abord sur les risques d'une détérioration de l'image de nature et de grands espaces, toutes deux consubstantielles à la promotion de l'écotourisme dans le Norrland. Cet argument a été renforcé après la commande par Greenpeace d'une modélisation de la dispersion des retombées d'un accident à Pyhäjoki, montrant que le régime des vents disperserait les rejets vers les côtes suédoises (figure 1).

« C'est un long travail, pour l'office du tourisme, pour les managers d'hôtel, pour les mairies, de changer l'image de notre région qui est encore perçue à Stockholm comme une grande réserve minière à ciel ouvert, ou bien comme une région industrielle. Pyhäjoki arrive au mauvais moment face aux efforts mis en place. »⁵

- 15 Parallèlement, alors que le tourisme de nature est développé de longue date dans la région, les autorités du Norrland tentent d'étoffer l'offre culturelle. La construction de Pyhäjoki est à nouveau considérée comme un risque pour cette activité. Tandis que les effets potentiels des futurs rejets d'eau de refroidissement de la centrale sur les stocks halieutiques de la baie de Botnie sont mis en cause, c'est un secteur de la pêche assez confidentielle qui cristallise l'opposition. La faible salinité du nord de la Baltique a permis le développement du coregon blanc, un poisson recherché pour ses œufs, dont la récolte est utilisée dans la production du *Kalix Lojröm*, premier produit suédois à recevoir le statut d'appellation d'origine protégée. Limitée à une bande côtière allant d'Haparanda dans le nord à Piteå dans le sud, la pêche pourrait être affectée par un

réchauffement des eaux (**figure 1**). Peu exporté en dehors de la Suède où on le trouve surtout dans les épiceries fines, le *Kalix Lojröm* est devenu un symbole de l'opposition au nucléaire dans le Norrbotten.

Les héritages matériels en géopolitique critique

- 16 L'appel de Vicky Squire à « rematérialiser la géopolitique critique » (2015) ne contient pas de visée prescriptive ou typologique. Le but est d'attirer l'attention de ceux se revendiquant de la démarche critique sur l'importance de la matérialité pour identifier les conditions de possibilité d'émergence des représentations spatiales qui fondent des stratégies géopolitiques. Dans ce cadre, les discours sur la représentation d'un environnement en danger montrent l'importance d'un regard rétrospectif pour objectiver ces conditions de possibilité. Ici, le socle de construction de cette représentation n'est pas une matérialité actuelle, mais bien l'héritage de matérialités passées pour lesquelles le projet de Pyhäjoki sert de révélateur.

Pyhäjoki et la représentation de la « nouvelle guerre froide » en Baltique

- 17 Parallèlement au discours de la menace environnementale, le corpus d'articles permet d'identifier l'intégration du projet de Pyhäjoki dans un discours présentant la Baltique comme théâtre central d'une « nouvelle guerre froide » entre l'Est et l'Ouest (n=101/246).

L'enjeu de l'actionnariat russe à Pyhäjoki : l'affaire Migrit de juin 2015

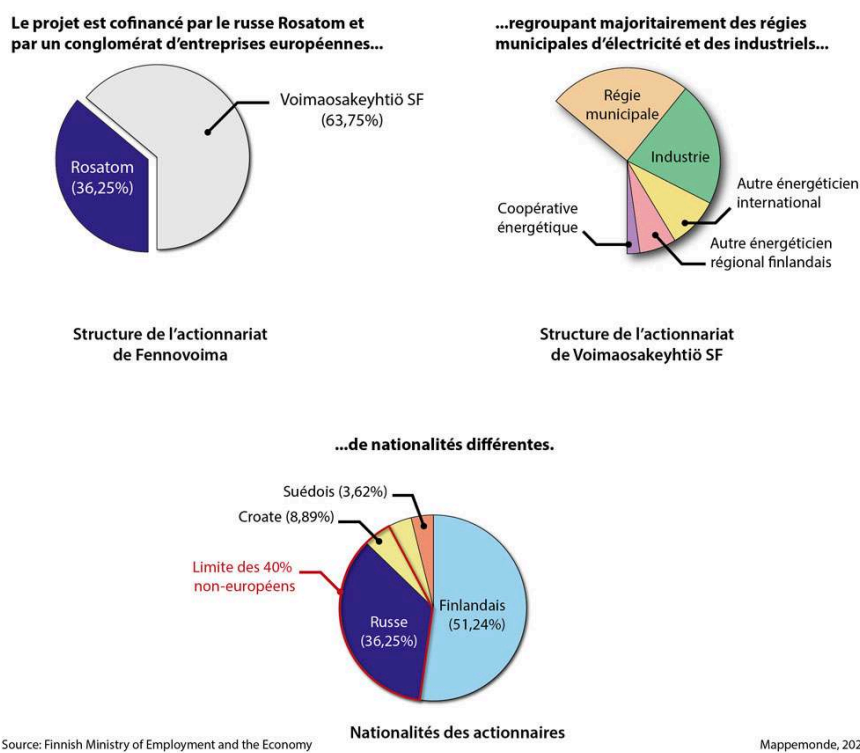
- 18 En Finlande, comme en Suède, la construction du parc électronucléaire n'a pas été du ressort unique d'entreprises étatiques, mais fut portée par des intérêts privés, des industriels et des communes. Selon le système dit du « Mankala », les actionnaires ne se partagent pas les bénéfices de la vente d'électricité, mais reçoivent directement l'énergie produite par la centrale au prorata de leur investissement. L'arrivée de *Rosatom* comme actionnaire à 34 % de *Fennovoima* a soulevé des critiques unanimes des partis politiques en Suède, exception faite de l'extrême droite, les *Sverigedemokraterna* voyant positivement le remplacement d'E.ON considéré comme le « symbole de l'hégémonie économique allemande sur l'Europe »⁶. Arrivée quelques mois après le début de la crise russo-ukrainienne de 2013, la prise de position de *Rosatom* dans l'approvisionnement finlandais en électricité, dont la consommation énergétique dépendait en 2016 à 45 % des importations russes (Tilastokeskus, 2016), a été dénoncée en Suède comme un potentiel levier de pouvoir pour le Kremlin (Oxenstierna, 2014). Afin de répondre aux critiques émanant de la société civile, du gouvernement suédois ainsi que de certains pays membres de l'Union européenne, l'émission du permis de construire de la centrale a été conditionnée par le ministère finlandais de l'Énergie à une participation minimum de 60 % d'actionnaires domiciliés en UE ou au sein de l'Association européenne de libre-échange.

19 Cependant, depuis le début du projet, le consortium *Voimaosakeyhtiö SF* qui détient 66 % des parts a subi un large *turnover* de ses membres, 15 des 67 entreprises initialement présentes ayant quitté la joint-venture. Après la ratification en décembre 2014 d'un accord de principe par le parlement finlandais, *Fennovoima* a déposé le 30 juin 2015 une demande de permis de construire, suivi une semaine plus tard d'un document détaillant la structure précise de son actionnariat. Si ces informations devaient demeurer secrètes, la section nordique de Greenpeace a pu se saisir dès le lendemain d'une copie du document révélant l'arrivée d'un nouvel actionnaire, *Migrit Energija*, basé en Croatie et détenant 8,89 % des parts. Si *Migrit Energija* est bien enregistrée à Zagreb, l'ONG a émis des doutes sur l'origine de ses financements. Fondée en 2012 par Mikhail Zhukov, homme d'affaires moscovite, vice-président de l'entreprise russe de construction *Inteco*, l'entreprise partageait la même adresse et le même numéro de fax que la société Titan, filiale d'*Inteco* en Croatie. De surcroit, *Inteco* appartenait au milliardaire russe Mikhail Shishkanov et à la *Sberbank*, établissement bancaire géré par l'État russe et qui dispose d'un accord avec *Rosatom* pour le financement de ses exportations.

« Migrit, ça montre parfaitement que Poutine, ce qui l'intéresse, ce n'est pas de produire de l'électricité en Finlande, mais d'avoir du pouvoir. Sinon qu'est-ce que ça changerait pour lui 8 ou 9 % de plus dans l'entreprise ? »⁷

20 Comme on peut le voir sur le graphique suivant (**figure 2**), la part pseudo-croate dans la nationalité des investisseurs permettait alors théoriquement au projet de dépasser les 40 % d'entreprises non européennes. Les doutes subsistants sur l'européanité réelle de *Migrit Energija* ont amené le ministère finlandais de l'Économie à refuser l'octroi du permis de construire à *Fennovoima* le 16 juillet 2015. Alors que le projet a été momentanément gelé par cette décision, l'entrée de l'énergéticien *Fortum*, dont l'actionnaire majoritaire est l'État finlandais, à la place de *Migrit* a permis son redémarrage.

Figure 2. Structure de l'actionariat du projet de la centrale de Pyhäjoki au 30/06/2015



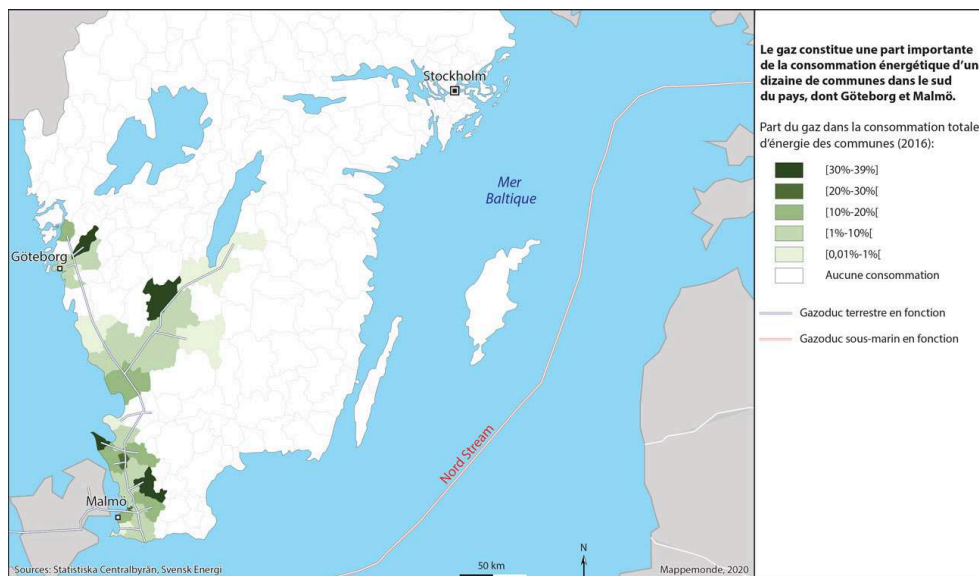
Teva Meyer

Énergie et débat suédois sur l'influence russe en Baltique

- 21 Le développement du projet de Pyhäjoki s'inscrit en Suède dans un débat plus large sur l'utilisation de l'énergie par la Russie comme outil d'influence dans la Baltique (Meyer, 2017). Ces discussions se projettent sur deux infrastructures.
- 22 Il en va d'abord de l'interconnexion du réseau gazier suédois au reste de l'Europe. La Suède ne possède aucun gisement de gaz naturel et ne produit qu'une quantité infime de biogaz. La quasi-totalité de sa consommation est importée et transite par un unique gazoduc provenant du Danemark au niveau de Malmö avant d'alimenter une trentaine de communes (**figure 3**). Contractuellement, la Suède n'importe du gaz que d'un seul pays, le Danemark, et que d'une unique entreprise, *Dong Energy*. La restructuration de la géographie des gazoducs européens, arrivée au même moment que le lancement officiel du projet de Pyhäjoki, a soulevé des craintes quant à la provenance exacte du combustible. Jusqu'en 2013, le Danemark n'était relié au reste de l'Europe que par un seul gazoduc, ne permettant au gaz de ne circuler que dans un sens, du Danemark vers l'Allemagne. Anticipant le tarissement des gisements de la mer du Nord, *Energinet*, l'opérateur du réseau danois de transport de gaz, a lancé en 2010 un projet de doublement du gazoduc existant afin de permettre des importations depuis l'Allemagne. Entrée en fonction en 2013, cette liaison connecte indirectement la Suède au réseau allemand et, de là, aux gisements russes par le biais des *Nord Stream 1 et 2*. Alors que depuis 1985 le gaz utilisé en Suède est extrait du gisement de Tyra en mer du Nord, ce champ, considéré en déclin depuis 1994, pourrait cesser son activité vers 2030. Anticipant le tarissement des gisements danois, *Dong Energy* a signé dès 2006 un

contrat avec le russe Gazprom portant sur la fourniture de 1 milliard de m³ de gaz par an sur une durée de vingt ans via le *Nord Stream*, un engagement augmenté en 2011 à 2 milliards de m³ par an. En dépit de sa très faible consommation de gaz naturel en Suède, constituant moins de 2 % de son mix énergétique en 2017, le discours de la menace du gaz russe pèse sur les débats politiques (**figure 4**).

Figure 3. Le gaz en Suède : entre concentration géographique de la consommation et enjeux futurs de l’approvisionnement



Le gaz constitue une part importante de la consommation énergétique d’une dizaine de communes dans le sud du pays, dont Göteborg et Malmö.

Teva Meyer

Figure 4. Le slogan sur l'affiche peut se traduire par « Non au gaz russe. Gardons les centrales nucléaires »



Stockholm, mai 2014

Teva Meyer

- 23 L'évolution des discours portés sur l'interconnexion électrique suédo-lituanienne *NordBalt* s'est également inscrite dans l'imaginaire d'une « nouvelle guerre froide » en Baltique. Sa construction a été encouragée par l'ensemble des partis politiques en Suède comme un moyen de remplacer les importations énergétiques russes qui constituaient toujours une part importante de l'approvisionnement des États baltes (figure 5). Lancé en 2004, le projet devait initialement raccorder un futur parc éolien *offshore* à la Suède et à la Lituanie où la station de pompage de Kruonis aurait stocké l'électricité produite. Permettant de relier pour la première fois les pays baltes à la Suède, le *NordBalt* devait servir d'épine dorsale au développement des énergies renouvelables en Baltique. Toutefois, le branchement au champ éolien a été abandonné en 2013 suite au refus de *Svenska Kraftnät*, l'opérateur de réseau suédois, de raccorder le *NordBalt* au projet de parc, invoquant le risque de voir diminuer la capacité d'échange entre les deux rives de la Baltique et de compromettre l'approvisionnement électrique des pays baltes.

Figure 5. Les exportations d'électricité comme outil de pouvoir suédois dans la Baltique lors du lancement de Pyhäjoki



L'influence énergétique russe dans la région Baltique est perçue comme une menace que la Suède doit contrecarrer en exportant massivement de l'électricité.

Teva Meyer

Un discours géopolitique loin d'être univoque en Suède

- 24 Les investissements russes dans la production électronucléaire en mer Baltique ne sont pas unanimement perçus comme un danger en Suède. Quatre industriels suédois de la métallurgie, *SSAB*, *Ovako* et deux filiales de *Boliden* ont pris part à l'actionnariat de *Fennovoima* à hauteur de 3,6 % du projet. Si l'objectif était d'alimenter leur site en Finlande, cet engagement visait également à profiter de l'augmentation des interconnexions et de la fluidification des échanges entre les deux pays pour approvisionner leurs usines suédoises situées au nord du pays.

« Attention, nous ne sommes pas une agence d'État [...]. Ces considérations de sécurité, pour nous, elles ne sont pas si pertinentes que ça. Le marché finlandais est aujourd'hui plus favorable que le suédois pour ouvrir une centrale et nous avons besoin d'approvisionnement stable. [...] La Suède court plus de danger géopolitique à perdre ses industries traditionnelles qu'à négocier avec la Russie. »⁸

- 25 Cet investissement rejoint plusieurs initiatives précédentes ayant visé à augmenter les liens énergétiques entre la Suède et la Russie, principalement portées par les industriels suédois fortement consommateurs d'énergie de la métallurgie et de la production de pâte à papier. Ainsi, dès 2005, dix-neuf entreprises suédoises, consommant ensemble près d'un quart de l'électricité en Suède (32 TWh), ont fondé la joint-venture *Basel* avec comme objectif de financer des infrastructures de production ou de transport d'électricité dans l'espace baltique. *Basel* projetait de financer une

interconnexion entre la péninsule de Kola en Russie et la Finlande afin d'importer de l'électricité nucléaire russe en Suède, un projet abandonné en 2009 suite aux tensions ayant entouré la construction du *Nord Stream*.

Décentrer le regard en géopolitique critique

- 26 Si la sous-partie précédente a montré l'importance d'un regard rétrospectif sur les matérialités pour identifier les conditions de possibilité, ce cas souligne l'utilité d'un décentrage du regard. Ce qui vient nourrir la représentation de la « nouvelle guerre froide » à Pyhäjoki est autant son intégration dans une reconfiguration plus large de la géographie des gazoducs que dans la distribution spatiale de ses actionnaires. Ainsi, les matérialités qui participent à créer les conditions de l'émergence de représentations géopolitiques sont également à chercher dans les matérialités connexes à l'enjeu étudié.

Pyhäjoki, imaginaires de la modernité et de l'interface entre est et ouest

- 27 Dans une forme d'écho et d'opposition à la représentation précédente de la Baltique comme front d'une « nouvelle guerre froide », l'analyse des articles favorables au développement de Pyhäjoki dans le corpus constitué (n= 39) témoigne du poids entremêlé de l'imaginaire de l'espace nordique comme lieu de modernité et de la Baltique comme interface entre Est et Ouest.

La stratégie globale de Rosatom

- 28 De l'URSS, la Russie a hérité un complexe nucléaire complet, de la production du combustible à la manufacture de réacteurs, dont les sites de production sont restés les mêmes et connaissent aujourd'hui d'importants travaux d'expansion (Limonier, 2018). À l'inverse des hydrocarbures, la connaissance de la diplomatie nucléaire russe est ténue (Aalto *et al.*, 2017 ; Oxenstierna, 2014). Un temps mises de côté, le gouvernement russe a réinvesti dans les exportations de technologies nucléaires dans la seconde moitié des années 2000, porté par l'augmentation du prix du gaz et du pétrole (Kurtov, 2010). Remplaçant l'Agence fédérale de l'énergie atomique, l'industrie nucléaire civile russe a été entièrement réorganisée en 2007 autour d'une unique entreprise, *Atomenergoprom*, placée sous le contrôle de *Rosatom* qui gère le programme militaire et civil ainsi que près de 350 filiales. En 2017, près d'un quart des projets nucléaires civils en cours dans le monde étaient portés par *Rosatom* (Aalto *et al.*, 2017). Si, en dehors des anciennes républiques de l'URSS, seuls l'Inde, l'Iran et la Chine exploitent des centrales nucléaires de fabrication russe en 2019, *Rosatom* a signé depuis 2014, 17 conventions de développement avec des pays d'Afrique (Égypte, Tunisie, Afrique du Sud, Algérie, Ghana, Ouganda et Nigeria), d'Asie centrale et du Moyen-Orient (Qatar, Kazakhstan, Jordanie, Turquie, Tadjikistan et Arabie Saoudite), d'Asie du Sud-est (Vietnam, Laos, Bangladesh, Indonésie, Philippines, Thaïlande et Malaisie) ainsi que d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Paraguay, Brésil, Venezuela et Mexique). Qui plus est, l'objectif de *Rosatom* n'est pas uniquement de vendre des réacteurs, mais également de s'assurer que

les futurs exploitants s'approvisionnent en Russie pour leurs combustibles et leurs services de maintenance (Aalto *et al.*, 2017).

Pyhäjoki comme interface entre les marchés européens et russes

- 29 Nonobstant la Finlande, *Rosatom* n'avait, au 1^{er} janvier 2019, pas de projet en cours en Europe de l'Ouest. Alors que ce marché est déjà convoité par les ingénieristes chinois, principaux concurrents du conglomérat russe en Afrique et en Asie du Sud-Est, *Rosatom* perçoit la centrale de Pyhäjoki comme une vitrine qui lui ouvrira de nouvelles opportunités en Europe. Ce discours présentant la Baltique comme interface vers l'ouest pour les intérêts nucléaires russes se déploie sur deux dimensions, intégrant chacune l'idée que la modernité supposée de cette région se répercutera sur l'entreprise. D'une part, les gestionnaires de *Rosatom* considèrent que la réalisation de Pyhäjoki prouvera la capacité de l'entreprise russe à atteindre les standards environnementaux et sociaux attachés, réellement ou dans les représentations, à la Finlande. D'autre part, en devenant fournisseur d'électricité au sein de la bourse d'échange balto-nordique Nord Pool⁹ par le biais de sa participation à Pyhäjoki, *Rosatom* espère prouver sa capacité à intégrer les normes d'un marché européen libéralisé ainsi que normaliser son image d'entreprise, toujours perçue comme un bras armé de la diplomatie.

« Réussir en Finlande, pour nous, c'est un message, c'est une manière de dire : faites-nous confiance »¹⁰.

- 30 *Rosatom* a adapté sa stratégie finlandaise en conséquence. Pour assurer la conformité avec les standards nordiques de radioprotection, *Rosatom* a embauché en 2012 l'ancien directeur général de l'Autorité finlandaise de radioprotection, Jukka Laaksonen, comme vice-président de la filiale d'export de *Rosatom*. Qui plus est, alors que dans d'autres pays est-européens où le conglomérat est engagé, et en particulier en Hongrie et en Roumanie, le gouvernement russe a participé directement aux négociations, en Finlande, *Rosatom* a continuellement essayé de contenir les discussions au niveau entrepreneurial et de limiter l'engagement du Kremlin (Aalto *et al.*, 2017). *Rosatom* n'est pas le seul acteur qui perçoit Pyhäjoki comme une interface entre les marchés européens et russes. Considérant que ses possibilités d'extension dans l'hydroélectricité européenne étaient contraintes, l'énergéticien public finlandais *Fortum* a négocié avec *Rosatom* son entrée au capital de *Fennovoima* contre l'augmentation de ses parts au sein de *TGC-1*, une filiale de *Gazprom* qui exploite des barrages dans le nord-ouest de la Russie (Litmanen *et al.* 2015).

Discussion intermédiaire : de la matérialité aux pratiques

- 31 S'il convient de s'intéresser aux socles physiques des représentations pour comprendre les conditions de possibilité de leur construction, comme les deux précédentes sous-parties l'ont montré, cette dernière sous-partie témoigne de l'importance d'interroger les pratiques des acteurs qui prennent appui sur ces matérialités. Ici, la centrale de Pyhäjoki sert d'ancrage à deux tentatives de conquête de marchés, par *Rosatom* et *Fortum*, qui alimentent à leur tour la représentation géopolitique de la Baltique comme interface entre Ouest et Est.

Discussion : Matérialités et conditions de possibilité en géopolitique critique

- 32 Alors que les travaux de terrassement du site ont débuté en 2016, le calendrier de mise en route de la centrale de Pyhäjoki a été révisé à plusieurs reprises en raison de retards de livraison des plans pour autorisation auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire. *Fennovoima* prévoit de recevoir le permis de construction en 2021 et de commencer l'exploitation du réacteur en 2028, soit quatre ans plus tard qu'initialement envisagé. Si l'opposition finlandaise ne semble, dans l'état actuel, pas capable de renverser cette trajectoire, le projet de Pyhäjoki a eu comme principal effet en Suède de redynamiser un mouvement antinucléaire qui avait été lourdement ébranlé par l'abrogation du moratoire en 2011 (Meyer, 2017).
- 33 Nous posons, en introduction, l'hypothèse d'un nécessaire intérêt pour la matérialité des systèmes énergétiques en Baltique afin d'identifier les représentations géopolitiques contradictoires qui traversent cet espace. Pyhäjoki montre que ces « pratiques incarnées » (Dittmer et Sharp, 2014) dans des infrastructures constituent une partie des conditions de possibilité de l'émergence des représentations spatiales qui informent les conceptualisations des relations internationales.
- 34 L'image d'une Baltique environnementalement en danger portée par les opposants à Pyhäjoki s'ancre autant dans les héritages matériels locaux des programmes atomiques – la recherche d'un site d'enfouissement des déchets et la gestion des retombées radioactives – que dans des stratégies régionales de développement économique basées sur l'écotourisme. Simultanément, le discours de la « nouvelle guerre froide » se construit sur des pratiques de modification de l'actionnariat à Pyhäjoki dont l'interprétation est elle-même influencée par la transformation de la géographie des gazoducs dans la région. Enfin, la représentation de la Baltique comme interface trouve dans Pyhäjoki une tentative de matérialisation physique, la centrale devant servir de tête de pont pour *Rosatom* vers l'Europe et inversement, pour *Fortum* vers la Russie. Questionner les conditions de possibilité de construction des représentations spatiales qui nourrissent les stratégies géopolitiques demande alors de s'intéresser de trois manières aux matérialités : dans une position rétrospective en s'intéressant aux héritages passés, en décentrant son regard pour interroger les matérialités connexes et en interrogeant les pratiques des acteurs qui s'ancrent sur ces matérialités.
- 35 Cette étude témoigne de la présence en Suède de trois discours, parfois contradictoires, autour de la centrale finlandaise dont il faudra confirmer la validité par d'autres études de cas sur des infrastructures, à l'image de l'interconnexion électrique suédo-lituanienne *NordBalt* ou de la construction du terminal gazier de Nynashamn. Ces travaux pourront également venir valider l'importance d'un regard centré sur les matérialités afin d'identifier les conditions de possibilité de l'émergence des représentations géopolitiques qui cadrent nos conceptions des relations internationales.

BIBLIOGRAPHIE

- AALTO P., NYSSÖNEN H., KOJO M., PAL P. (2017). "Russian nuclear energy diplomacy in Finland and Hungary". *Eurasian Geography and Economics*, vol. 58, n° 4, p. 386-417.
- BAILLY A. (1995). « Les représentations en géographie ». In BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D. (dir.), *Encyclopédie de géographie*. Paris : Economica, p. 369-379.
- DAHLMAN C., BRUNN S. (2010). "Reading geopolitics beyond the state: organisational discourse in response to 11 September". *Geopolitics*, vol. 8, n° 3, p. 253-280.
- DGRIS. (2019). *La France face aux enjeux de sécurité en Baltique*. Paris : Ministère des armées, 12 p. En ligne : <https://lt.ambafrance.org/La-France-face-aux-enjeux-de-securite-en-Baltique-plaquette-DGRIS-janvier-2019>
- DITTMER J., SHARP J., éd. (2014). *Geopolitics: an introductory reader*. Londres : Routledge, 386 p.
- DODDS K. (2001). "Political geography III: critical geopolitics after ten years". *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 3, p. 469-484.
- DODDS K., SIDAWAY J. (1994). "Locating critical geopolitics". *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 12, n° 5, p. 515-524.
- ESCACH N., SERRY A. (2015). « Les villes et ports de la Baltique, des interfaces aux portes de l'Europe ». *Revue d'études comparatives est-ouest*, n° 46 (2015/4), p. 229-263.
- FILLER A. (2017). « Les pays baltes et la "nouvelle guerre froide", géopolitique des États "duels" ». *Hérodote*, n° 164, p. 163-178.
- FRANCE CULTURE (2017). « L'une des régions les plus militarisées de la planète ». *Le tour du monde des idées*, enregistrement de 5 minutes, 01/03/2017. En ligne : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/lune-des-regions-les-plus-militarisees-de-la-planete>
- GOLDTHAU A. (2016). *Assessing Nord Stream 2: regulation, geopolitics & energy security in the EU, Central Eastern Europe & the UK*. Londres : European Centre for Energy and Resource Security, 40 p.
- JARRIGE F., LE COURANT S., PALOQUE-BERGÈS C. (2018) « Infrastructures, techniques et politiques ». *Tracés*, n° 35, p. 7-26. En ligne : <https://journals.openedition.org/traces/8171>
- KAIJSER A., MEYER J.-H. (2018). "The World's Worst Located Nuclear Power Plant': Danish and Swedish Cross-Border Perspectives on the Barsebäck Nuclear Power Plant". *Journal for the History of Environment and Society*, n° 3, p. 71-105.
- KURTOV A. (2010). "Global Energy Sector Trends: Intensifying Rivalry over Energy Resources". *International Affairs*. En ligne : <https://en.interaffairs.ru/article/global-energy-sector-trends-intensifying-rivalry-over-energy-resources/>
- LACOSTE Y., dir. (1992). *Dictionnaire de géopolitique*. Paris : Flammarion, 1716 p.
- LIMONIER K. (2018). *L'archipel des savants*. Paris : Éditions B2, 88 p.
- LITMANEN T., KOJO M., SYRJÄMÄKI E. (2015). *The Changed Project: The Public Meetings of EIA regarding the Fennovoima Nuclear Power Plant in Pyhäjoki*. Jyväskylä : Université de Jyväskylä, 85 p.
- MAŽYLIS L., JURGELIONYTĖ A. (2012). "The Lithuanian referendum on extending the working of the Ignalina nuclear power station: the rationality of actors within (un-)changing structures". *Baltic Journal of Law and Politics*, vol. 5, n° 1.

- MEYER T. (2018). « Le débat sur l'avenir du nucléaire en Allemagne, en France et en Suède : analyser la complexité des systèmes d'acteurs nationaux ». *Revue Générale Nucléaire*, n° 1, p. 24-27.
- MEYER T. (2017). « Nucléaire et question climatique : construction et conséquences d'un discours géopolitique en France et en Suède ». *Hérodote*, n° 165, p. 64-90.
- MONTEL A. (2017). « Mutations stratégiques et instances de coopération en mer Baltique : un point de vue suédois ». *Bulletin du Conseil québécois d'études géopolitiques*, vol. 3, n° 3, p. 30-36. En ligne : <https://cqegehiulaval.com/mutations-strategiques-et-instances-de-cooperation-en-mer-baltique-un-point-de-vue-suedois/>
- NEAL S., MOHAN G., COCHRANE A., BENNETT K. (2016), "“You can't move in Hackney without bumping into an anthropologist”: why certain places attract research attention”. *Qualitative Research*, vol. 16, n° 5, p. 491-507.
- NIES S. (2014), « L'énergie, facteur d'intégration et de désintégration en Europe : Bilan du quart de siècle depuis la chute du mur de Berlin ». *Hérodote*, n° 155, p. 58-79.
- Ó TUATHAIL G. (1999). “Understanding critical geopolitics: Geopolitics and risk society”. *Journal of Strategic Studies*, vol. 22, n° 2-3, p. 107-124.
- Ó TUATHAIL G., Dalby S. (1996). “The Critical Geopolitics Constellation: Problematizing Fusions of Geographical Knowledge and Power”. *Political Geography*, vol. 15, n° 6-7, p. 451-456.
- Ó TUATHAIL G., Dalby S., éd. (1998). *Rethinking geopolitics*, Londres : Routledge, 333 p.
- OXENSTIERNA S. (2014). *Russia's Nuclear Energy Expansion*, Stockholm : Totalförsvarets forskningsinstitut, 79 p.
- SCB (2017). *Antal djur efter typgrupp/storleksklass och djurslag. År 1996 - 2017*. En ligne : http://www.statistikdatabasen.scb.se/pxweb/sv/ssd/START__JO__JO0202__JO0202C/AntalDjur/?rxid=11c8d77e-86e4-4f5a-96a6-a082c57f1da5 (Consulté le 05/02/2019)
- SQUIRE V. (2015). “Reshaping critical geopolitics? The materialist challenge”. *Review of International Studies*, vol. 41, n° 1, p. 139-159.
- STEPHENS S. (1997). “Lapp Life After Chernobyl”. *Natural History*, vol. 96, n° 12, p. 32-42.
- TILASTOKESKUS (2016). “Energian tuonti ja vienti alkuperämaittain”. *Statistics Finland's PX-Web databases*, En ligne : http://pxnet2.stat.fi/PXWeb/pxweb/en/StatFin/StatFin__ene__ehk/statfin_ehk_pxt_004_fi.px/?rxid=e59fa7e6-fca4-4a42-bcdd-5cf70868c1d8 (Consulté le 05/02/2019).
- VIHMA A., WIGELL M. (2016). “Unclear and present danger: Russia's geoeconomics and the Nord Stream II pipeline”. *Global affairs*, vol. 2, n° 4, p. 377-388.
- WAGNER A., GROBELSKI T., HAREMBSKI M. (2016). “Is energy policy a public issue? Nuclear power in Poland and implications for energy transitions in Central and East Europe”. *Energy Research & Social Science*, vol. 13, p. 158-169
- WITOSZEK N., MIDTTUN A. (2018). *Sustainable Modernity: The Nordic Model and Beyond*. Londres : Routledge, 242 p.
- YLÖNEN M., LITMANEN T., KOJO M., LINDELL P. (2017). “The (de)politicisation of nuclear power: The Finnish discussion after Fukushima”. *Public Understanding of Science*, vol. 26, n° 3, p. 260-274.

NOTES

1. Les mots clés choisis étaient : « Pyhäjoki », « Fennovoima », « Hanhikivi », « Atomstroyexport », « RAOS Voima Oy » et « Voimaosakeyhtiö ».
 2. Entretien du 10/04/2016 avec un militant de NKB à Kalix.
 3. Les entretiens sont traduits du suédois au français par l'auteur.
 4. Entretien du 10/04/2016 avec un militant de NKB à Kalix.
 5. Entretien du 12/04/2016 avec un élu Socialdemokraterna au conseil du comté de Norrbotten à Luleå.
 6. Entretien du 12/04/2016 avec un élu Sverigedemokraterna au conseil du comté de Norrbotten à Luleå.
 7. Entretien du 09/04/2016 avec un responsable du pôle nucléaire de l'Agence pour l'énergie suédoise à Stockholm.
 8. Entretien du 14/04/2016 avec un manager d'une entreprise suédoise impliquée dans Pyhäjoki.
 9. Créé en 1995, le *Nord Pool* est une bourse d'échange d'électricité où se retrouvent des producteurs, des distributeurs, des grands industriels consommateurs, des vendeurs et des traders. Près de 80% de l'électricité consommée dans les pays nordiques en 2017 y est échangée.
 10. Entretien du 08/04/2016 avec un responsable du secteur industriel à l'Ambassade de Russie à Stockholm.
-

RÉSUMÉS

Replacé au centre des débats stratégiques depuis la crise ukrainienne de 2013, l'espace baltique est devenu le support de multiples imaginaires géopolitiques, parfois contradictoires. Appliquant une démarche géopolitique critique, cet article propose de prendre comme cas d'étude la contestation soulevée en Suède par le projet de centrale nucléaire de Pyhäjoki en Finlande, construite par le conglomérat russe *Rosatom*, pour identifier ces représentations géopolitiques de Baltique. Les recherches montrent l'apparition de trois discours présentant la Baltique comme un espace en danger environnemental, comme le théâtre d'une nouvelle guerre froide et comme une interface entre la Russie et l'Europe.

Reinstated at the center of geostrategic interests since the beginning of the Russian crisis in 2013, the Baltic space has become the backdrop for multiple and sometimes contradictory geopolitical narratives. Relying on a critical, geopolitical approach, this paper studies the Swedish opposition to the construction of the Pyhäjoki nuclear power plants in Finland, handled by the Russian conglomerate Rosatom. Our case study is then used to identify these geopolitical representations of the Baltic. Our first results show the existence of three narratives presenting the Baltic as an ecologically endangered space, the theater of a "new Cold War", and an interface between Russia and Europe.

Después de la crisis ucraniana de 2013 el espacio del Báltico vuelve a ser centro de contradictorias estrategias geopolíticas. A partir de un enfoque crítico, este artículo utiliza como caso de estudio las protestas suecas por el proyecto de la central nuclear finladesa de Pyhäjoki construida por el consorcio ruso Rosatom. Sintetiza las controversias geopolíticas del Báltico, y

visibiliza tres discursos que lo presentan como un espacio en riesgo ambiental, escenario de una nueva Guerra Fría, o encrucijada entre Rusia y Europa.

INDEX

Thèmes : La Baltique. Un espace d'intégration mais aussi de concurrence et de rivalités

Mots-clés : énergie nucléaire, géopolitique critique, Pyhäjoki, représentation, Suède

Palabras claves : energía nuclear, geopolítica crítica, Pyhäjoki, representación, Suecia

Keywords : critical geopolitics, nuclear power, Pyhäjoki, representation, Sweden

AUTEUR

TEVA MEYER

Maître de conférences en géopolitique et géographie à l'Université de Haute-Alsace